

Les arrêtés royaux en vertu de l'alinéa 1^{er} feront l'objet d'un projet de loi de confirmation qui sera soumis immédiatement aux Chambres législatives et déposés à la Chambre des représentants.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) Références parlementaires :

Chambre des représentants

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Documents parlementaires - Projet de loi, n° 1341/1. — Amendements, n°s 1341/2 à 1341/16. - Rapport, n° 1341/17. - Texte adopté par la commission des finances et du budget, n° 1341/18. - Amendements, n° 1341/19. - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1341/20. - Projet amendé par le Sénat, n° 1341/21. - Amendements, n° 1341/22. - Rapport, n° 1341/23. - Texte adapté en séance plénière et soumis à la Sanction Royale, n° 1341/24.

Annales de la chambre des représentants :

22 et 28 avril 1998 et 2 et 4 mars 1999.

Sénat

Séance extraordinaire 1995

Documents parlementaires.- Décisions de la commission parlementaire de concertation, n° 1-82/34, 36 et 38.

Séance ordinaire 1997-1998 et 1998-1999

Documents parlementaires - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-966/1. - Amendements, n°s 1-966/2 à 1-966/10. - Rapport, n° 1-966/11. - Texte adopté par la commission des finances et des affaires économiques, n° 1-966/12. - Amendements, n°s 1-966/13 et 1-966/14. - Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-966/15.

Annales du Sénat :

20 et 21 janvier 1999.

De krachtens het eerste lid genomen koninklijke besluiten, zullen in de vorm van een ontwerp van bekrachtigingswet onmiddellijk aan de wetgevende Kamers worden voorgelegd en worden ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARIJS

—————
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen

Kamer van volksvertegenwoordigers

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Parlementaire stukken - Wetsvoorstel, nr. 1341/1. - Amendementen, nrs. 1341/2 tot 1341/16. - Verslag, nr. 1341/17. - Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 1341/18. - Amendementen, nr. 1341/19. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1341/20. - Tekst geamendeerd door de Senaat, nr. 1341/22. - Verslag nr. 1341/23. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1341/24.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

22 en 28 april 1998 en 2 en 4 maart 1999.

Senaat

Buitengewone zitting 1995

Parlementaire stukken.- Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nr. 1-82/34,36 en 38.

Gewone zitting 1997-1998 en 1998-1999

Parlementaire stukken.- Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-966/1. - Amendementen, nrs. 1-966/2 tot 1-966/10. - Verslag, nr. 966/11. - Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Economische aangelegenheden, nr. 1-966/12. - Amendementen, nrs. 1-966/13 en 1-966/14. - Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-966/15.

Handelingen van de Senaat :

20 en 21 januari 1999.

F. 99 — 865

[C - 99/03181]

23 MARS 1999. — Loi relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 42, 1°, du Code judiciaire, les mots "au cabinet du ministre compétent pour en connaître" sont remplacés par les mots "au cabinet du ministre compétent pour en connaître ou au bureau du fonctionnaire désigné par celui-ci".

§ 2. L'article 705, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par les mots "ou au bureau du fonctionnaire désigné par celui-ci".

N. 99 — 865

[C - 99/03181]

23 MAART 1999. — Wet betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 2. § 1. In artikel 42, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden "op het kabinet van de minister die bevoegd is om er kennis van te nemen" vervangen door de woorden "op het kabinet van de minister die bevoegd is om er kennis van te nemen of op het kantoor van de door hem aangewezen ambtenaar".

§ 2. Artikel 705, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden "of aan het kantoor van de door hem aangewezen ambtenaar".

Art. 3. A l'article 191 du même Code, il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. En cas de publication d'une vacance auprès d'un tribunal de première instance, le ministre de la Justice peut indiquer que le siège vacant est attribué à un candidat qui justifie d'une connaissance spécialisée par ses titres ou son expérience. Ces titres et expérience sont examinés par la commission de nomination et de désignation visée à l'article 259bis-8. »

Art. 4. L'article 569, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par le 32° suivant :

« 32° des contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt. »

Art. 5. A l'article 603 du même Code, les 1° et 3°, ce dernier point ayant été inséré par la loi du 23 décembre 1986 et remplacé par la loi du 24 décembre 1996, sont abrogés.

Art. 6. L'article 617 du même Code, modifié par la loi du 29 novembre 1979 et par la loi du 11 juillet 1994, est complété par l'alinéa suivant :

« Les jugements rendus par le tribunal de première instance dans des contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt sont toujours susceptibles d'appel. »

Art. 7. L'article 632 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 632. - Toute contestation relative à l'application d'une loi d'impôt est de la compétence du juge qui siège au siège de la Cour d'appel dans le ressort duquel est situé le bureau où la perception a été ou doit être faite ou, si la contestation n'a aucun lien avec la perception d'un impôt, dans le ressort duquel est établi le service d'imposition qui a pris la disposition contestée. Toutefois, lorsque la procédure est en langue allemande, le tribunal de première instance d'Eupen est seul compétent.

Le Roi peut désigner, dans le ressort de la Cour d'appel, d'autres juges qui connaissent des contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt. Il détermine le territoire sur lequel le juge exerce sa juridiction. »

Art. 8. A l'article 728 du même Code, un § 2bis, rédigé comme suit, est inséré entre les §§ 2 et 3 :

« § 2bis. A la demande expresse du contribuable ou de son avocat, formée par voie de conclusions, le juge peut entendre en ses explications écrites ou verbales à l'audience l'expert comptable, le comptable professionnel ou le réviseur d'entreprise choisi par le contribuable. Le recours à l'expert comptable, au comptable professionnel ou au réviseur d'entreprise est soumis à l'appréciation du juge qui apprécie l'opportunité de procéder à semblable consultation qui ne peut porter que sur des éléments de fait ou sur des questions relatives à l'application du droit comptable.

L'expert comptable, le comptable professionnel ou le réviseur d'entreprise visé à l'alinéa précédent s'entend de la personne qui s'occupe habituellement de la comptabilité du contribuable, ou qui a contribué à l'élaboration de la déclaration fiscale litigieuse, ou qui est intervenue aux côtés du contribuable dans la procédure de réclamation administrative. »

Art. 9. Au livre IV de la quatrième partie du même Code est inséré un chapitre XXIV contenant les articles 1385*decies* et 1385*undecies*, et rédigé comme suit :

« Chapitre XXIV. — Des contestations concernant l'application d'une loi d'impôt

Art. 1385*decies*. — Contre l'administration fiscale, et dans les contestations visées à l'article 569, alinéa 1^{er}, 32°, la demande est introduite par requête contradictoire.

Le Titre Vbis du livre II de la quatrième partie est d'application, à l'exception des articles 1034*ter*, 3°, et 1034*quater*.

Une copie de la décision contestée doit être jointe à chaque exemplaire de la requête ou de la citation, à peine de nullité.

Lorsqu'un recours administratif préalable est organisé par ou en vertu de la loi et que l'autorité administrative n'a pas encore pris de décision, une copie du recours administratif et de l'accusé de réception de ce recours doivent, par dérogation à l'alinéa 3, être joints.

Art. 1385*undecies*. — Contre l'administration fiscale, et dans les contestations visées à l'article 569, alinéa 1^{er}, 32°, l'action n'est admise que si le demandeur a introduit préalablement le recours administratif organisé par ou en vertu de la loi.

Art. 3. In artikel 191 van hetzelfde Wetboek wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Bij de bekendmaking van een vacature in de rechtbank van eerste aanleg kan de minister van Justitie bepalen dat het vacante ambt bij voorrang zal worden toegewezen aan een kandidaat die titels of verdiensten voorlegt waaruit een gespecialiseerde kennis blijkt. Deze titels en verdiensten worden onderzocht door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259bis-8. »

Art. 4. Artikel 569, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 32°, luidend als volgt :

« 32° van geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet. »

Art. 5. Artikel 603, 1° en 3°, van hetzelfde Wetboek, het 3° ingevoegd bij de wet van 23 december 1986 en vervangen bij de wet van 24 december 1996, worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 617 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 november 1979 en bij de wet van 11 juli 1994, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De door de rechtbank van eerste aanleg uitgesproken vonnissen over geschillen met betrekking tot de toepassing van een belastingwet, zijn steeds vatbaar voor hoger beroep. »

Art. 7. Artikel 632 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 632. - Ieder geschil betreffende de toepassing van een belastingwet staat ter kennisneming van de rechter die zitting houdt ter zetel van het Hof van beroep in wiens rechtsgebied het kantoor gelegen is waar de belasting is of moet worden geïnd of, indien het geschil geen verband houdt met de inning van een belasting, in wiens gebied de belastingdienst is gevestigd die de bestreden beschikking heeft getroffen. Wanneer evenwel de procedure in het Duits wordt gevoerd, is alleen de rechtbank van eerste aanleg van Eupen bevoegd.

De Koning kan andere rechters in het rechtsgebied van het Hof van beroep aanwijzen, die kennis nemen van geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet. Hij bepaalt het gebied waarbinnen de rechter territoriaal bevoegd is. »

Art. 8. In artikel 728 van hetzelfde Wetboek wordt tussen de paragrafen 2 en 3 een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Op uitdrukkelijk verzoek van de belastingplichtige of van zijn advocaat, ingediend bij conclusie, kan de rechter de door de belastingplichtige gekozen accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor horen in zijn schriftelijke of mondelinge toelichting ter terechtzitting. Het oproepen van de accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor staat ter beoordeling van de rechter, die onderzoekt of het opportuun is in deze zaak raad in te winnen over elementen die slechts betrekking kunnen hebben op feiten of op rechtsvragen in verband met de toepassing van het boekhoudrecht.

Onder de in het vorige lid bedoelde accountant, beroepsboekhouder of bedrijfsrevisor wordt verstaan de persoon die zich gewoonlijk bezighoudt met de boekhouding van de belastingplichtige of die heeft meegewerkt aan het opstellen van de betwiste belastingaangifte of die de belastingplichtige heeft bijgestaan in de administratieve bezwaarprocedure. »

Art. 9. In boek IV van het vierde deel van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk XXIV met de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk XXIV. — Geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet

Art. 1385*decies*. — Tegen de belastingadministratie wordt de vordering inzake de geschillen bedoeld in artikel 569, eerste lid, 32°, ingesteld bij verzoekschrift op tegenspraak.

Titel Vbis van boek II van het vierde deel, met uitzondering van artikel 1034*ter*, 3°, en artikel 1034*quater*, is van toepassing.

Op straffe van nietigheid wordt bij elk exemplaar van het verzoekschrift of van de dagvaarding een afschrift van de bestreden beslissing gevoegd.

Wanneer een voorafgaand administratief beroep wordt georganiseerd door of krachtens de wet en de administratieve overheid nog geen beslissing heeft genomen, moet, in afwijking van het derde lid, een afschrift van het administratief beroep en van de ontvangstmelding van dit beroep worden bijgevoegd.

Art. 1385*undecies*. — Tegen de belastingadministratie wordt de vordering inzake de geschillen bedoeld in artikel 569, eerste lid, 32°, slechts toegelaten indien de eiser voorafgaandelijk het door of krachtens de wet georganiseerde administratief beroep heeft ingesteld.

L'action est introduite au plus tôt six mois après la date de réception du recours administratif au cas où ce recours n'a pas fait l'objet d'une décision et, à peine de déchéance, au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision relative au recours administratif.

Le délai de six mois visé à l'alinéa 2 est prolongé de trois mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office par l'administration. »

CHAPITRE III. — *Modification apportée au Code d'instruction criminelle*

Art. 10. L'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 4 août 1986 et modifié par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Toutefois, les fonctionnaires de l'Administration des contributions directes, les fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, les fonctionnaires de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts et les fonctionnaires de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, ne peuvent, sans autorisation du directeur régional dont ils dépendent, porter à la connaissance du procureur du Roi les faits pénalement punissables aux termes des lois fiscales et des arrêtés pris pour leur exécution. »

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 11. Les procédures pendantes devant les cours, les tribunaux et les autres instances, y compris les voies de recours qui peuvent être introduites contre leurs décisions, seront poursuivies et clôturées conformément aux règles en vigueur avant le 1^{er} mars 1999.

Par dérogation à l'article 1385*undecies* du Code judiciaire, inséré par l'article 9 de la présente loi, la possibilité d'introduire une action au plus tôt six mois ou neuf mois après la date de réception du recours administratif au cas où ce recours n'a pas fait l'objet d'une décision, n'est pas applicable lorsque ce recours porte sur une imposition afférente à l'exercice d'imposition 1998 ou à un exercice d'imposition antérieur, en ce qui concerne les impôts sur les revenus et les taxes assimilées aux impôts sur les revenus. La présente disposition n'est pas applicable aux réclamations qui sont toujours pendantes à l'administration et qui n'auront fait l'objet d'aucune décision au 31 mars 2001.

Lorsque le délai de recours visé à l'article 379 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 34 de la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, n'est pas expiré à la date du 1^{er} mars 1999, le recours visé à l'article 1385*decies* du Code judiciaire, inséré par l'article 9 de la présente loi, peut être introduit dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision relative au recours administratif.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions des articles 45 et 46 de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats, les comités d'avis précédemment institués en vertu de l'article 259*ter* ancien du Code judiciaire rendent les avis prévus au paragraphe 2*bis* nouveau de l'article 191 du Code judiciaire sur les titres et l'expérience des candidats.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

De vordering wordt ingesteld ten vroegste zes maanden vanaf de datum van ontvangst van het administratief beroep zo over dit beroep geen uitspraak is gedaan en, op straffe van verval, uiterlijk binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving van de beslissing met betrekking tot het administratief verhaal.

De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden wordt met drie maanden verlengd wanneer de betwiste aanslag van ambtswege door de administratie is gevestigd. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging aangebracht aan het Wetboek van strafvordering*

Art. 10. Artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1986 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1992, wordt vervangen door het volgende lid :

« De ambtenaren van de Administratie der directe belastingen, de ambtenaren van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, de ambtenaren van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie en de ambtenaren van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, kunnen echter de feiten die, naar luid van de belastingwetten en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten, strafrechtelijk strafbaar zijn, niet zonder de machtiging van de gewestelijke directeur onder wie zij ressorteren, ter kennis brengen van de procureur des Konings. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. De gedingen die hangende zijn bij de hoven, de rechtbanken en andere instanties, met inbegrip van de rechtsmiddelen die tegen hun beslissingen kunnen worden aangewend, worden vervolgd en afgehandeld met toepassing van de vóór 1 maart 1999 geldende regels.

In afwijking van artikel 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 9 van deze wet, is de mogelijkheid om ten vroegste zes maanden of negen maanden na de datum van ontvangst van het administratief beroep een vordering in te leiden zo over dat beroep geen uitspraak is gedaan, niet van toepassing wanneer dat beroep betrekking heeft op een aanslag betreffende het aanslagjaar 1998 of een vorig aanslagjaar, voor wat de inkomstenbelastingen en de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen betreft. Voor de bezwaarschriften die nog bij de administratie hangende zijn en waarover op 31 maart 2001 geen beslissing is genomen, vervalt deze bepaling.

Wanneer de in artikel 379 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde beroepstermijn, zoals die bestond voor de afschaffing door artikel 34 van de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, niet verstreken is op de datum van 1 maart 1999, kan het in artikel 1385*decies* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd door artikel 9 van deze wet, bedoelde beroep worden ingeleid binnen een termijn van drie maanden vanaf de betekening van de beslissing met betrekking tot het administratief beroep.

Tot op het ogenblik van de inwerkingtreding van alle bepalingen van de artikelen 45 en 46 van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten, worden de adviezen over de titels en verdiensten, bedoeld in het nieuwe artikel 191, paragraaf 2*bis*, van het Gerechtelijk Wetboek, uitgebracht door de adviescomités die eerder zijn ingesteld krachtens het bestaande artikel 259*ter* van het Gerechtelijk Wetboek.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Notes

(1) Références parlementaires.

Session ordinaire 1997-1998 et 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1342/1. — Amendements, n°s 1342/2 à 1342/6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1342/7. — Amendements, n°s 1342/8 à 1342/15. — Rapport, n° 1342/16. — Texte adopté par la Commission des Finances et du Budget, n° 1342/17. — Amendements, n°s 1342/18 et 1342/19. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1342/20. — Projet amendé par le Sénat, n° 1342/21. — Amendement, n° 1342/22. — Rapport, n° 1342/23. — Texte adopté par la Commission, n° 1342/24. — Amendement, n° 1342/25. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1342/26. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1342/27.

Annales de la Chambre des représentants : 22 et 28 avril 1998 et 2, 4 et 11 mars 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-967/1. — Amendements, n°s 1-967/2 à 1-967/9. — Rapport fait au nom de la commission des Finances et des Affaires économiques, n° 1-967/10. — Texte adopté par la commission, n° 1-967/11. — Amendements, n° 1-967/12. — Rapport complémentaire, n° 967/13. — Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière, n° 1-967/14. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-967/15. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, n° 1-967/16. — Rapport, n° 1967/17. — Texte adopté par la commission des Finances et des Affaires économiques. — 1-967/18. — Texte adopté en Séance plénière et soumis à la Sanction royale, n° 1-967/19.

Annales du Sénat : 20 et 21 janvier 1999 et 18 mars 1999.

Nota's

(1) Parlementaire verwijzingen.

Gewone Zitting 1997-1998 en 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1342/1. — Amendementen, nrs. 1342/2 tot 1342/6. — Advies van de Raad van State, nr. 1342/7. — Amendementen, nrs. 1342/8 tot 1342/15. — Verslag, nr. 1342/16. — Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 1342/17. — Amendementen, nrs. 1342/18 en 1342/19. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1342/20. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 1342/21. — Amendement, nr. 1342/22. — Verslag, nr. 1342/23. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1342/24. — Amendement, nr. 1342/25. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1342/26. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1342/27.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 22 en 28 april 1998 en 2, 4 en 11 maart 1999.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-967/1. — Amendementen, nrs. 1-967/2 tot 1-967/9. — Verslag namens de commissie voor de Financiën en de Economische aangelegenheden, nr. 1-967/10. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-967/11. — Amendementen, nr. 1-967/12. — Aanvullend verslag, nr. 1-967/13. — Tekst aangenomen door de commissie na terugzending door de plenaire vergadering, nr. 1-967/14. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-967/15. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-967/16. — Verslag, nr. 1-967/17. — Tekst aangenomen door de commissie voor de Financiën en de Economische aangelegenheden, nr. 1-967/18. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1-967/19.

Handelingen van de Senaat : 20 en 21 januari 1999 en 18 maart 1999.

F. 99 — 866

[99/03196]

25 MARS 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 7 de la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 7 remplaçant l'article 632 du Code judiciaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit entrer en vigueur en même temps que la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, dont il assure l'exécution;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sans préjudice de l'article 632, alinéa 1er, du Code judiciaire, les contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt pour lesquelles les tribunaux de première instance sont compétents, relèvent de la seule compétence du tribunal de première instance

- d'Arlon, pour la province de Luxembourg;
- de Bruges, pour la province de Flandre occidentale;
- de Hasselt, pour la province de Limbourg;
- de Louvain, pour la province du Brabant flamand;
- de Namur, pour la province de Namur;
- de Nivelles, pour la province du Brabant wallon.

N. 99 — 866

[99/03196]

25 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7 van de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid op artikel 7 tot vervanging van artikel 632 van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat huidig besluit onverwijld moet in werking treden tesamen met de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, waarvan het de uitvoering verzekert;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onverminderd artikel 632, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zijn, voor de geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet die tot de bevoegdheid van de rechtbanken van eerste aanleg behoren, alleen bevoegd de rechtbank van eerste aanleg

- te Aarlen, voor de provincie Luxemburg;
- te Brugge, voor de provincie West-Vlaanderen;
- te Hasselt, voor de provincie Limburg;
- te Leuven, voor de provincie Vlaams Brabant;
- te Namen, voor de provincie Namen;
- te Nijvel, voor de provincie Waals-Brabant.